



Versement

1756 W 1-49

Identification :

Intitulé/ Analyse : Reliquat des archives de la Direction départementale de l'équipement constitué principalement de dossiers de personnels, de permis de construire, de construction de ponts et d'entretien des barrages.

Dates extrêmes : 1919 ~ 2010

Importance matérielle : 3 mètres linéaires

Contexte

Service producteur : Direction départementale de l'équipement.

Service versant : Direction départementale des territoires.

N° d'entrée du versement : 58310 ; 58411

Date d'entrée du versement : 14/11/2017 ; 17/04/2018

Conditions d'accès aux documents

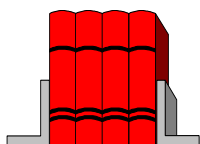
Début communicabilité : immédiat

Fin communicabilité : 31.12.2058

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : 23 octobre 2018

Réalisé par Grégory FONTAINE (Sarl FFAS)
sous le contrôle d'Arnaud BAUDIN
et la direction de Nicolas DOHRMANN



Présentation

Présentation du service producteur

L'administration déconcentrée de l'État en charge des ponts et chaussées, de l'équipement et des transports a connu diverses formes d'organisation depuis la Seconde Guerre mondiale.

De 1940 à 1966, le service départemental des Ponts et Chaussées, déjà en place tout au long du XIX^e siècle, continue à œuvrer sous la tutelle du ministère des Travaux publics dans les domaines suivants : routes, circulation routière, chemins de fer, voies navigables, transports, contrôle de la distribution d'énergie électrique, base aérienne et tourisme (ce dernier après 1948). À noter que l'ancien service vicinal, qui dépendait du ministère de l'Intérieur, a été rattaché aux Ponts et Chaussées par la loi du 15 octobre 1940, appliquée au 1^{er} janvier 1941 puis validée par l'ordonnance du 10 mars 1945.

En 1967 ce service fusionne avec la Délégation départementale à la reconstruction pour former la Direction départementale de l'équipement (DDE) sous tutelle du ministère de l'Équipement, créé le 8 janvier 1966. De nouvelles attributions liées aux domaines de la construction et de l'aménagement apparaissent : constructions publiques pour l'État et les collectivités locales, planification urbaine, logement social, amélioration de l'habitat, urbanisme (opérationnel et réglementaire), puis environnement (après 1978).

Les services départementaux des Ponts et Chaussées puis de l'Équipement sont organisés depuis le début du XX^e siècle autour de services centraux, déconcentrés, pour certaines missions de proximité, en subdivisions territoriales.

À compter de 1982, à la suite des lois de décentralisation, les conseils généraux ont progressivement repris la gestion directe des personnels qui, au sein des DDE, assuraient les missions qui relèvent de leurs compétences, notamment la voirie départementale et le patrimoine immobilier (collèges). Toutefois, une loi de 1992 réaffirmait le principe de maintien des services des DDE et de leur personnel sous statut d'État, tout en prévoyant le financement par les départements et communes des travaux exécutés pour eux.

Jusqu'en 2001, les services de l'État pouvaient exercer des missions de maîtrise d'œuvre pour les communes sur simple demande de leur part (délibération puis autorisation préfectorale). À partir de 2001, ils sont soumis au code des marchés publics dans les mêmes conditions de concurrence que les bureaux d'études privés.

Par dérogation à cette obligation, les services de l'État pouvaient apporter leur assistance technique aux communes les plus petites dans les domaines de la voirie, de l'aménagement et de l'habitat, pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire.

À partir de 2006, diverses réformes affectent les DDE avant de conduire à leur suppression dans le cadre de la révision générale des politiques publiques.

L'« acte II de la décentralisation » prévu par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales prévoit que les conseils généraux reprennent la totalité de la gestion des réseaux routiers départementaux dont ils ont la responsabilité. Au 1^{er} janvier 2007, la partie routière et ouvrages d'art (construction, entretien et exploitation) des DDE est donc transférée, soit au département, soit à de nouveaux services spécialisés du ministère :

- les routes départementales (RD) et routes nationales d'intérêt local (RNIL) (environ 375 000 km) passent sous la responsabilité des directions des routes des conseils généraux, entraînant le transfert de 30 000 agents des DDE ;
- les routes nationales (RN) et autoroutes (A) non concédées sont transférées à onze directions interdépartementales des routes (DIR) qui sont créées pour construire, entretenir et exploiter ce réseau d'environ 20 000 km à la place des DDE.

La loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 parachève la réforme en abrogeant donc la loi de 1992 et prévoit le transfert des « parcs de l'équipement » et de leurs personnels aux conseils généraux, pour les parties qui n'ont pas été dévolues aux DIR.

Les DDE conservent la compétence en matière d'habitat, d'urbanisme, d'éducation routière, de gestion de crises, d'animation de la sécurité routière, maritime, d'appui aux collectivités locales, de prévention des risques, etc.

Le 1^{er} janvier 2010, suite à la révision générale des politiques publiques de l'État (RGPP), la DDE fusionne avec la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) pour former la Direction départementale des territoires (DDT).

Missions de la DDE jusqu'au 1^{er} janvier 2007

- construction et entretien des réseaux routiers,
- aménagement du territoire,
- habitat (politique du logement, lotissements, etc.),
- urbanisme (contrôles, contentieux, décisions de construire, etc.),
- environnement,
- constructions publiques (ministères, collectivités territoriales, etc.),
- transports,
- bases aériennes et champs de tirs.

Tri et éliminations pratiqués

Aucun tri n'a été pratiqué dans ces dossiers.

Mode de classement

Classement par ordre thématique, chronologique puis alphabétique.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs précise et garantit le droit de toute personne à l'information. À ce titre, certains documents sont communicables immédiatement.

Le législateur définit des « secrets absolus » (art. 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le livre II du *Code du patrimoine* (art. L 213-2),

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008.

Les archives publiques sont communicables de plein droit (art. L. 213-1 du *Code du Patrimoine*). Cependant, des délais spéciaux - suivant le contenu du document - de 25, 50, 75 ou 100 ans à compter de la date du document, de 25 ans à compter de la date de décès de la personne ou de 120 ans à compter de la date de naissance de la personne sont prévus par l'article L. 213-2 du *Code du Patrimoine*. Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

En vertu de la loi sur les archives du 15 juillet 2008, reprise dans le *Code du patrimoine* (art. L 213-2), les dossiers individuels de carrière des agents, de demandes de permis de construire et de demandes de subvention auprès de l'ANAH ne sont pas communicables avant un délai de 50 ans (respect de la vie privée). Les autres dossiers sont en revanche communicables immédiatement.



Plan de classement

<i>N° Articles</i>	<i>Description</i>	<i>Dates extrêmes</i>
1-8	Dossiers de personnels (tri en B et T).	1919-1980
9-13	Dossiers de demande de subventions au titre de l'ANAH.	1992-2005
14-36	Construction et rénovation de ponts.	1937-1995
37-38	Base aérienne de Troyes-Barberey.	1935-1948
39	Permis de construire.	2006-2007
40-42	Circulation dans la ville de Troyes.	1967-1985
43	Défense contre l'incendie.	1952-1953
44-48	Réservoirs, barrages et châteaux d'eau.	1957-1986
49	Louveterie.	2010

Direction départementale de l'Aube *Direction départementale de l'équipement.*
Reliquat de dossiers

1756 W 1 - 8	Dossiers de personnels dont le nom commence par la lettre B et T	1919 - 1980
1756 W 1 - 6	Lettre B	
		1931 - 1978
1756 W 1	BAB à BAS	1931 - 1955
1756 W 2	BAT à BER	1937 - 1972
1756 W 3	BER à BLI	1938 - 1944
1756 W 4	BOG à BOU	1945 - 1945
1756 W 5	BOU à BRO	1957 - 1978
1756 W 6	BRO à THI	1964 - 1964
1756 W 7 - 8	Lettre T	
		1919 - 1980
1756 W 7	THI à TRI	1919 - 1956
1756 W 8	TRU	1943 - 1980
1756 W 9 - 13	Dossiers de demande de subventions pour travaux au titre de l'Agence Nationale pour l'amélioration de l'Habitat (ANAH)	1992 - 2005
1756 W 9	BAD à BEZ	2001 - 2003
1756 W 10	BEZ à DUG	2000 - 2005
1756 W 11	DUP à ROZ	1995 - 1997
1756 W 12	SCI DU CHEVAL DE TROYES à SCI DU PÈRE LAFRA.	1999 - 2002
1756 W 13	SCI G2 CITÉ à VIAULT.	1992 - 1994
1756 W 14 - 36	Ponts	1937 - 1995
1756 W 14	Ponceau sur le Rû des Plantins à Montiéramey (chemin départemental n°106). - Remplacement : procès-verbal de réception, plans.	1971 - 1973
1756 W 15	Pont du port Arthur sur la Seine à Savières (chemin rural n°1). - Reconstruction en béton armé : dossier marché, dossier financier, plans.	1959 - 1961

- 1756 W 16** Pont communal sur le canal de l'Etang, chemin rural voie de Maraye à Vauchassis : compte-rendu d'une visite de contrôle.
1989 - 1989
- 1756 W 17** Pont d'Orléans à La Chapelle-Saint-Luc. - Passage en béton armé : description du projet, plans.
1946 - 1946
- 1756 W 18** Pont de Barberey sur la Seine (chemin départemental n°91 de Messon à Sainte-Maure). - Reconstruction en béton armé : dossier de marché, dossier financier, plans.
1956 - 1959
- 1756 W 19** Pont de Beaulieu, rivière de Seine. - Rehaussement : dossier de marché compte-rendu, correspondance, plans.
1974 - 1995
- 1756 W 20** Pont de Clérey sur la Seine (chemin départemental n°1). - Reconstruction : dossier de marché, dossier financier, plans.
1942 - 1948
- 1756 W 21** Pont de la Croix Saint-Roch sur la commune de Chennevy. - Construction d'un tablier en béton armé : cahier des prescriptions, projet financier, plan.
1966 - 1967
- 1756 W 22** Pont de la Ferme de Panais à Saint-Parres-aux-Tertres. - Réparation : dossier de marché, plans.
1991 - 1992
- 1756 W 23** Pont de Saint-Martin à Troyes. - Remplacement des garde-corps : étude, plans, dessins.
1938 - 1992
- 1756 W 24** Pont de Verrières (chemin départemental n°123). - Reconstruction : dossier du projet, décompte financier, dossier de marché, plans.
1939 - 1945
- 1756 W 25** Pont en Bois à Pont-Sainte-Marie. - Reconstruction : dossier de consultation des entreprises, plans.
1987 - 1992
- 1756 W 26** Pont Noir sur la vieille Seine à Buchères (chemin départemental n°123). - Reconstruction : dossiers technique et financier, plans.
1954 - 1958
- 1756 W 27** Pont sur l'Admée et pont sur la Rivière Noire dit "Pont du Moulin" à Sainte-Maure et Culoison (chemin départemental n°78A). - Élargissement et renforcement : étude technique, adjudication, plans.
1952 - 1955
- 1756 W 28** Pont sur l'Hozain à Cormost (chemin départemental n°1). Reconstruction du tablier : dossiers technique et financier, plans.
1954 - 1954
- 1756 W 29** Pont sur la Nosle à Paisy-Cosdon (chemin départemental n°158 de la gare d'Aix-en-Othe à Vaujournes). - Reconstruction : procès-verbal de réception, correspondance, dessins, plans.
1937 - 1949
- 1756 W 30** Pont sur la rivière de décharge de la Haute-Seine à Barberey (chemin départemental n°91). - Reconstruction : dossier financier, plans.
1954 - 1956

1756 W 31	Pont sur le bras auxiliaire de la Vanne à Vulaines (chemin départemental 54). - Reconstruction : ordre de service, dossier financier, déroulement des travaux, correspondance, plans.	1961 - 1962
1756 W 32	Pont sur le canal de la Haute-Seine à Clérey (chemin départemental n°1). - Suppression : dossiers technique et financier, plans.	1950 - 1959
1756 W 33	Ponts sur la Vanne et sur la Nosle à Villeneuve l'Archevêque (chemin départemental n°157). - Élargissement : levé de plans.	1982 - 1982
1756 W 34	Reconstruction de trois ponts entre Saint-Benoît et Saint-Lyé : rapports d'étude de sol.	1963 - 1963
1756 W 35	Reconstruction de 4 ponts entre Barberey et Sainte-Maure (chemin départemental n°91) : dossier de marché, dossier technique, plans (pont sur le canal du déversoir, pont sur le fossé noir, pont sur la rivière de Villacerf, pont sur l'Admée dit du "Moulin").	1962 - 1966
1756 W 36	Reconstruction de 4 ponts entre Bray et Sainte-Thibault et du Pont sur le canal de la Haute-Seine (chemin départemental n°66) : dossier de marché, dossier technique, plans.	1956 - 1963
1756 W 37 - 38	Base aérienne de Troyes-Barberey	1935 - 1948
1756 W 37	Expropriation de terrains : paiement des indemnités, mandatement, correspondance.	1939 - 1948
1756 W 38	Dossiers individuels des locataires réglés.	1935 - 1946
1756 W 39 - 39	Permis de construire	2006 - 2007
1756 W 39	Années 2006-2007.	2006 - 2007
1756 W 40 - 42	Circulation dans la ville de Troyes	1967 - 1985
1756 W 40	Plan de circulation de la ville de Troyes. - Dossier pluriannuel d'inscription VIIIème plan : diagnostics, recueil des données, propositions d'aménagement, tableaux des équipements, correspondance, plans.	1979 - 1979
1756 W 41 - 42	<i>Enquêtes sur la circulation à Troyes</i>	1967 - 1985
1756 W 41	1967-1971	1967 - 1971
1756 W 42	1972-1985	1972 - 1985

1756 W 43 ~ 43	Défense contre l'incendie	1952 ~ 1953
1756 W 43	Commune de Neuville-sur-Vanne, défense contre l'incendie. ~ Aménagement d'un bac réservoir d'incendie : demande de versement de subvention, dossier financier, rapport d'ingénieur, dessins, plans.	1952 ~ 1953
1756 W 44 ~ 48	Réservoirs, barrages et châteaux d'eau	1957 ~ 1986
1756 W 44	Barrage réservoir Aube. ~ Aménagement du Bassin de la Seine en Amont de Paris : règlement intérieur, dossier de marché, dossier technique, plans.	1980 ~ 1986
1756 W 45	Barrage réservoir Aube (chemin départemental n°11). ~ Construction d'un ouvrage d'art sur le canal de restitution : marché n°83-77-208 notifié le 14/12/1983 à la Société OGCA, soldé DGD 03/09/1986, dossier de consultation des entreprises, plans.	1983 ~ 1986
1756 W 46	Commune de Mathaux. ~ Projet de défense des Berges contre l'action de l'aube : tableau d'assemblage, mémoire explicatif, plans, cahier des charges, bordereau de prix, devis.	1957 ~ 1957
1756 W 47	Réservoir Seine. ~ Rétablissement des communications, pont sur le canal d'amenée (ponts sur le chemin départemental n°28 et le chemin départemental n°43) : dossier de marché, dossier technique, plans.	1960 ~ 1964
1756 W 48	Ville de Troyes. ~ Construction d'un réservoir surélevé aux Hauts Clos : plans, réseau de distribution d'eau potable.	1969 ~ 1969
1756 W 49 ~ 49	Louveterie	2010 ~ 2010
1756 W 49	Lieutenants de louveterie. ~ Demandes et rapports : arrêtés préfectoraux portants autorisation pour battues administratives (sangliers, lapins, blaireaux et corvidés) (échantillonnage année 2010).	2010 ~ 2010